

# LA COMMUNE DE PARIS

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Agriculture, Industrie.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

Un an, 6 mois, 3 mois.			
Paris. . . . .	24	12	7
Départements. . .	36	18	10
Etranger. . . . .	48	24	13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

Nous prions les républicains démocrates, qui trouvent que notre journal *la Commune de Paris* a déjà rendu quelques services à la cause du peuple de contribuer dans la limite de leur influence à sa propagation et à sa durée. La création de ce journal, toute spontanée au milieu des barricades, n'est pas une œuvre de spéculation, mais une œuvre de dévouement.

Paris, 27 avril.

## DES ÉLECTIONS.

Tous les yeux sont présentement fixés sur l'urne électorale. Cette curiosité absorbe l'attention que le pays doit à des intérêts plus sérieux. Qu'importent les noms ? que nous font les hommes ? O peuple, ne compte que sur toi ! Que les rois abdiquent, c'est bien ; ils avaient dérobé le pouvoir, ils le restituent sous le sabre des révolutions : mieux vaut tard que jamais. Mais toi, tu es souverain de fait, souverain de droit ; tu ne peux pas abdiquer. Or, ce serait te démettre de tes pouvoirs que de les confier aveuglément à quelques hommes élus. Après comme avant les élections, tu n'en seras pas moins responsable de l'avenir de la République. C'est à toi de veiller.

Depuis un demi-siècle, on essaye à la France des constitutions artificielles. Combien durent-elles, terme moyen ? Dix ou douze ans. Ceci accuse un vice profond dans la manière dont procèdent les législateurs. Ils consultent leurs propres lumières, souvent même les lois et les institutions du passé, au lieu d'interroger le bon sens des masses. C'est le peuple qui fera lui-même sa constitution ; celle-là du moins sera définitive, car elle exprimera le sentiment organique de la société.

Une constitution, il faut l'avouer, n'est jamais complète, en ce sens qu'elle contient la vérité absolue. Ce serait méconnaître la loi du progrès que de prétendre fonder des institutions immuables. Le renouvellement est la condition essentielle de la vie. Il faut donc inaugurer une constitution qui réunisse ces deux éléments mêlés, la stabilité et le développement.

La stabilité représente surtout les intérêts du travail. Ceux qui jusqu'à ce jour ont parlé d'ordre public ne l'ont pas cherché dans sa source. On ne fait pas de l'ordre avec des canons ni avec des baïonnettes ; on fait de l'intimidation, voilà tout. L'ordre véritable est solidaire de la liberté. Or, rien n'est plus libre à la fois et plus ordonné que le travail ; aussi la véritable discipline n'existe que parmi les ouvriers. Nous l'avons bien vu le lendemain de notre immortelle Révolution. Jamais la ville n'a été mieux gardée que par les sentinelles en blouse.

Le développement est la loi même de l'humanité. Toute constitution qui ne tiendra pas compte de la rénovation physique et morale des masses se condamnera par cet oubli à une durée plus ou moins éphémère. Nos lois et nos institutions doivent s'empreindre successivement du progrès de la société. Pour ouvrir à ce progrès du bon sens public une voie large et facile, il faut une grande élasticité dans la forme des pouvoirs démocratiques. Nous voudrions que les charges, les magistratures, les fonctions quelconques fussent d'une mobilité suffisante pour que tous les perfectionnements arrivent sans peine à la lumière de l'exécution.

La force individuelle, l'activité du moi, ne doit point être anéantie par la force collective. Du jour où nous consommerions ce sacrifice, nous aurions tué le principe même de la liberté. Vive la liberté est le premier cri qui sort de la poitrine des masses après tous les grands mouvements héroïques. Le sens commun, qui est la philosophie du peuple, devine alors par une sorte d'illumination soudaine que sans l'initiative du principe indépendant et actif de notre nature, il n'y a pour les nations que l'assoupissement de la servitude. Gardons-nous donc d'attaquer en rien ce roc primitif, qui repousserait toutes les expériences. Généraliser la libre manifestation de la personnalité humaine dans la marche du progrès, ce serait comprimer l'action même de Dieu.

Toutefois, nous l'avons dit et nous le répétons, c'est de la masse que sortira désormais l'inspiration féconde. N'attendons plus d'autre messie que le peuple. Toutes les révélations sociales et religieuses sont contenues dans l'universalité des citoyens ; le mouvement du progrès en dégagera peu à peu les formules. Que tel ou tel homme siège cette fois dans l'Assemblée nationale,

peu nous importe : la grande force d'expansion morale est dans le peuple, elle y restera. Si l'Assemblée avance, ce sera le peuple qui l'inspirera ; si elle s'arrête ou si elle recule, ce sera le peuple qui fera lui-même sa constitution. Posons nettement la question. Si la nation trouve la place de sa souveraineté occupée par des hommes capables et actifs, elle marchera avec eux ; si au contraire elle trouve cette place vide, elle reviendra la remplir elle-même. Ainsi donc, pas de vaine inquiétude sur le résultat plus ou moins heureux des élections. Peuple, tu feras croire, en te livrant à ces futilités alarmes, que tu ignores ta force. N'es-tu pas aujourd'hui ce que tu étais hier ? Ce qui tombe dans l'urne, ce sont des morceaux de papier ; ce que tu as dans le cœur, c'est le sentiment indomptable de tes droits.

Nous nous empressons d'insérer la lettre suivante de nos amis Lebon et Huber.

Aux citoyens membres du Comité révolutionnaire.

« Il m'est impossible de prendre la responsabilité des derniers actes du Comité révolutionnaire et de le suivre dans la voie où il me paraît vouloir s'engager.

« En mon nom, au nom de mon camarade Huber, absent, je déclare donc aujourd'hui que lui et moi nous nous retirons.

« Entre vous et nous, le Club des clubs, qui nous avait constitués, jugera.

« Salut et fraternité.

« N. LEBON. »

Comme on le voit par la lettre qui précède, le citoyen Lebon, en son nom et en celui d'Huber, donne sa démission de membre du Comité révolutionnaire en repoussant la responsabilité de ses derniers actes. Comme eux je me retire. Je déclare que d'autres occupations, d'autres devoirs, m'ont empêché d'assister à ses séances, et je regrette aujourd'hui avec la plus vive douleur de n'avoir pas donné plus tôt ma démission. — Ce Comité et le Club des clubs dont il émane ont cessé d'exister ; leur mission finit avec les élections.

SOBRIER.

## AU RÉDACTEUR.

Monsieur le rédacteur, J'ai l'honneur de vous transmettre la lettre suivante que j'ai écrite au rédacteur du *Constitutionnel*. Je vous prie de vouloir bien l'insérer dans votre plus prochain numéro.

Paris, 27 avril.

A M. le rédacteur en chef du *Constitutionnel*.

« Monsieur,

« Au pouvoir comme dans l'opposition, j'ai toujours méprisé les sales calomnies qui s'attaquaient à ma personne. Ce n'est qu'à cette condition qu'on peut marcher directement au but que la conscience se propose.

« Je ne veux pas mépriser celles qui s'attaquent à mes fonctions, car alors c'est l'autorité même de la République qu'on cherche à avilir.

« Avant-hier vous me faisiez assister à une chasse à Rambouillet ; hier, dans un article intitulé *Nouvelles de la cour*, à une orgie de femmes à Trianon et à une chasse à Chantilly.

« La cour, c'est là, je le sais, le rêve que vous poursuivez ; ces plaisirs sont ceux des gens que vous représentez.

« Pour ce qui me regarde, sachez que depuis le 24 février je n'ai pas quitté Paris un instant ; que sur vingt-quatre heures, vingt ont été par moi consacrées au travail. Si je n'ai pas fait au peuple tout le bien que je voulais faire, les obstacles ont été autre part que dans mon défaut d'assiduité et de dévouement.

« Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

« LEDRU-ROLLIN. »

## DES FONCTIONS CONSULAIRES.

Sous une monarchie corruptrice au dedans, lâche, hypocrite et tortueuse à l'intérieur, nous comprenons qu'il était impossible à un homme nouveau de saisir tout d'abord les allures et le langage du maître, et qu'il fallait un noviciat pour arriver aux fonctions diplomatiques, ainsi comprises par ceux qui tenaient en leurs mains décrépit l'honneur et la fortune de la nation. Mais sous une République démocratique, appelant les peuples au banquet de la fraternité et de la

par l'homme pour produire à bas prix. Ainsi misère au dedans pour le fabricant ou l'ouvrier, et discrédit du nom français au dehors. Organisez donc immédiatement les fonctions diplomatiques en ce sens. L'industrie ne peut se relever de l'impéritie du passé que par des moyens prompts et susceptibles de faire mouvoir les ressorts de son alimentation, l'argent et l'écoulement de ses produits. Vous relevez la marine marchande, vous améliorez la position financière par le revirement du numéraire étranger en échange des produits qui nous encombrant ; vous rendez alors le travail et son organisation possibles par des débouchés nouveaux ; vous donnez au monde étonné l'exemple d'une République tenant d'une main le glaive de la justice, protecteur des droits de tous, de l'autre dirigeant, organisant pour le présent et pour l'avenir la prospérité de la France. Les nationalités se perdent par la misère, et rien n'est plus précaire qu'un Etat où le citoyen, pour y échapper, doit être soldat ou fonctionnaire.

J. LALOU.

## COMMANDITE NATIONALE DES TRAVAILLEURS.

Rapport de la commission déléguée au huitième arrondissement.

Citoyens.

Une réunion de commerçants, rentiers, fabricants, ouvriers et employés du huitième arrondissement, convoquée le 14 mars 1848, a entendu une proposition dont voici le résumé :

« Si tout citoyen faisait pour dix ans à l'Etat l'avance du produit d'une semaine, soit de son revenu, soit de ses bénéfices, soit de ses appointements, soit enfin d'une journée de son travail, et que ce prêt fût consacré à créer des travaux utiles, tels que défrichement et mise en rapport des terrains incultes, reboisement des montagnes, encaissement de rivières, etc., etc., ne serait-ce pas un bienfait pour tant de bras inoccupés en ce moment et cependant si dignes de notre sollicitude fraternelle ?

« N'est-il pas certain que cet appel, même dans un moment où la crise commerciale est si grave, sera entendu de tous ? car la confiance, qui seule peut déterminer la fin de cette crise, ne commencera à renaitre que lorsque, par l'application d'une idée féconde, la misère qui frappe si douloureusement nos yeux sera soulagée d'une manière efficace.

« Pour atteindre ce but, créer des travaux utiles est l'idée ; en assurer le paiement est le moyen. »

Cette proposition patriotique fut accueillie comme elle méritait de l'être, et l'assemblée adopta unanimement le principe de la *Commandite nationale des travailleurs*.

Sur l'observation faite par un des membres de la réunion que, tout en acceptant pour base de la souscription le produit d'une semaine, il fallait ne pas oublier que la *Commandite nationale* prêtant à l'Etat le capital souscrit, il était nécessaire de laisser au prêteur la faculté de fixer le chiffre de sa souscription, l'assemblée décida que toutes les souscriptions devaient être acceptées, et spontanément les listes furent converties de noms qui voulaient être inscrits parmi les fondateurs de cette œuvre fraternelle.

Avant de se séparer, l'assemblée décida qu'une commission, composée de quarante membres pris parmi les premiers souscripteurs, serait chargée de poursuivre et d'appuyer près du Gouvernement la fondation de la *Commandite nationale des travailleurs*.

Son premier soin a été de soumettre au citoyen Bellmont, ministre de l'agriculture et du commerce, le projet de cette *Commandite nationale*, et l'adresse suivante lui fut présentée :

« Citoyen ministre,

« Votre circulaire du 12 mars, adressée aux préfets des départements, leur demande qu'il vous soit donné connaissance des travaux utiles et urgents que l'agriculture pourrait entreprendre dans chaque département. Cette circulaire, qui nous prouve toute votre sollicitude, a trouvé un écho dans le cœur de tous et principalement dans le huitième arrondissement, qui vous compte au nombre de ses enfants ; nous venons répondre à cet appel et vous dire : « Le peuple, le vrai peuple, ne veut pas l'aumône ; il veut du travail. »

« Nous, délégués du huitième arrondissement, nous vous offrons de former une commandite nationale des travailleurs. L'un de nous, le ci-

toyen H. Fugère, a exposé et développé cette idée patriotique devant cinq cents citoyens du huitième arrondissement, et, séance tenante, près de 25,000 fr ont été souscrits.

« Il vous appartient, citoyen ministre, de consolider notre œuvre, ou plutôt la vôtre, car l'idée première émane de vous. Nous désirons marcher d'accord avec le Gouvernement provisoire : nous appuyant sur lui, à lui appartenant notre entier dévouement ; nous lui demandons la sanction légale de cette commandite.

« Le fonds de la *Commandite des travailleurs* est fait au moyen d'une souscription nationale et universelle. Le fonds sera avancé aux travailleurs, qui bénéficieront seuls de la plus-value produite par leur travail. La commandite aura son capital garanti par l'Etat, avec intérêt de 5 p. 100 l'an. Ce capital sera remboursé dans dix ans.

« En ce moment où tant de bras sont inactifs dans la capitale et où tant de cœurs appellent leur pays, le sol qui les a vus naître et qui lui-même réclame leurs bras pour le féconder, ce sol leur rendra au centuple le fruit de leur travail et de leur peine. Nous donnerons à ces hommes travail et famille. Nous avons pleine confiance en eux ; nous leur confions nos éparagnes, sachant qu'entre leurs mains elles fructifieront.

« Quant à l'organisation matérielle et pratique de notre entreprise toute fraternelle, nous nous en rapportons à votre patriotisme éclairé, certains que vos lumières aideront toujours notre bon vouloir.

« Les membres de la commission,

« *Président*, Ligney ; *vice-président*, Fugère ; *trésoriers*, E. Garnier, Planche, A. Durenne ; *secrétaires*, Marcaille fils aîné, Ch. Mercie, Maria ; *commissaires*, Vigues ; Garat, Liance, Hermann, Henry, Belhomme, Cochot, Ch. Leguillotte, Duez, J. Durenne, Morisot, Demouchy fils, Deruelle, Quénet, Commin, Letoula, Gouffé, Coquard, Besançon, Greyvel-dinger, Lacarnoy, Demolliens, Thou-min, Balny, Journeux, Marseaux, Malherbe, Klein, Nicolle, Messner, Paupette. »

Après avoir pris connaissance de cette adresse, le ministre nous déclara que nous avions parfaitement touché la question ; que c'était bien à l'encombrement des villes et à l'abandon déplorable dans lequel languissait l'agriculture qu'étaient dues en grande partie les souffrances dont nous ressentions aujourd'hui les désastreux effets, et qu'un projet tendant à faire revenir à l'agriculture les bras qui s'en étaient éloignés ne pouvait qu'obtenir l'appui du Gouvernement ; mais qu'il ne fallait pas se dissimuler que la difficulté sérieuse était la mise à exécution.

Nous avons répondu au citoyen ministre qu'à cet égard, et sans demander que la rédaction en soit adoptée, nous avions à lui soumettre quelques notes pouvant servir à un projet de décret.

#### PROJET DE DÉCRET.

« Considérant la formation d'une *Commandite nationale des travailleurs*, dont le huitième arrondissement a pris l'initiative ;

« Considérant les nombreuses demandes faites par des citoyens pour obtenir des secours de route qui leur permettent de retourner dans leurs foyers ;

« Considérant la gêne qui pèse sur un grand nombre de départements, et voulant concilier l'intérêt des travailleurs avec leur liberté ;

« Le Gouvernement provisoire décrète :

« Que tous les citoyens qui désirent retourner dans leurs départements respectifs sont invités à remettre aux commissaires de leurs quartiers une note très-lisiblement écrite, dans laquelle ils indiqueront leurs noms et prénoms, le lieu de leur naissance, leur âge et leur profession ; ils indiqueront aussi quels services ils peuvent rendre à l'agriculture, l'intention formelle du Gouvernement étant d'apporter la plus grande sollicitude au développement de cette branche si importante de notre industrie nationale, en mettant immédiatement en rapport les immenses terres incultes que possède la France afin d'élever la production du sol au niveau des besoins de la consommation.

« Ces citoyens une fois inscrits seront organisés par compagnies et dirigés immédiatement sur les travaux qui auront été indiqués par les commissaires du Gouvernement en réponse aux instructions renfermées dans la circulaire du ministre de l'agriculture et du commerce, en date du 12 mars 1848.

« Les engagements pourront être faits pour une ou plusieurs années. Il pourra être accordé des congés aux citoyens qui voudraient se rendre dans leurs familles.

« Ils auront aussi la faculté de s'enrôler dans les grandes exploitations agricoles ou manufacturières dans lesquelles leurs services seraient réclamés, en adoptant le prix des journées en usage dans ces établissements.

« Nos élèves des écoles des mines, centrales et d'agriculture seront chargés de la direction des travaux.

« Néanmoins des sous-chefs seront pris parmi les travailleurs et nommés par eux.

« Il sera tenu compte des états de service, la plus-value que les travaux entrepris auront fait acquérir aux terrains devant être partagée entre l'Etat et le travailleur. Le partage sera fait au prorata des journées de travail. »

Votre commission, citoyens, fut appelée, quelques jours après la remise de ces notes, par le citoyen de Mornay, directeur des associations

agricoles, chargé spécialement par le ministre de s'entendre avec nous sur les moyens d'exécution et sur les garanties demandées à l'Etat.

Après nous avoir fait entendre que parmi toutes les propositions qui arrivaient au Gouvernement provisoire, la nôtre était une de celles qui, conçues avec sagesse et patriotisme, présentaient toutes les conditions de réussite, le citoyen de Mornay a ajouté que le Gouvernement, dont il était l'interprète, acceptait notre généreux concours ; qu'il garantirait le remboursement à l'époque que nous avions indiquée ; que les intérêts seraient payés par semestre ; que les recrus provisoires que nous allions délivrer seraient échangés contre un titre définitif transmissible par voie d'endossement ; que nos fonds auraient bien la destination et l'emploi que nous indiquions, et que pour la première fois on verrait se produire un fait que la République seule pouvait accomplir, le travailleur associé directement avec l'Etat.

Dans cette conférence, il a été posé en principe que l'armée industrielle, ainsi que le ministre l'a lui-même appelée, pourrait être composée de trois catégories.

L'une, formée de jeunes gens de quatorze à dix-huit ans, sous la désignation de *PUPILLES DE LA NATION*, recevrait l'éducation professionnelle et pratique dans les écoles d'agriculture ou dans de grandes exploitations industrielles.

Les autres catégories renfermeraient d'une part les célibataires, de l'autre les gens mariés.

Que pour parer aux inconvénients qui pourraient résulter de la suppression du travail dans les prisons, il serait créé des colonies pénitentiaires, comme quelques pays voisins, la Belgique, la Suisse, entre autres, en ont donné l'exemple fructueux.

Que les propriétaires de terrains incultes et qui peuvent être fécondés devaient être commanditaires au même titre que nous. Ces terrains, évalués d'après la situation actuelle, leur seraient soldés par un titre dont l'échéance serait la même que celle de nos actions et donnerait droit aux mêmes intérêts.

Toutes ces idées, tendant à l'amélioration du projet qui a été si généreusement accueilli par tous, prouvent qu'il a été soigneusement examiné, et l'importance qu'attache le Gouvernement provisoire à la réussite résulte de la réponse du ministre à l'adresse qui lui a été présentée au nom du huitième arrondissement.

Voici cette réponse :

Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1848.

Citoyen,

J'ai accueilli avec la plus vive gratitude le projet de la *Commandite des travailleurs*, dont vous avez pris, avec les délégués du 8<sup>e</sup> arrondissement, la patriotique initiative. Vous avez fait acte de bon citoyen en apportant au Gouvernement provisoire de la République votre généreux concours dans l'accomplissement de la tâche qu'il a entreprise, et je suis heureux, pour ma part, que l'exemple d'un tel acte de civisme soit parti d'un arrondissement qui m'est cher à plus d'un titre.

J'approuve complètement votre idée. Le but que vous vous proposez, les moyens que vous employez, méritent les mêmes éloges.

La réalisation de votre projet apprendra aux populations des campagnes que la terre ne refuse pas ses trésors à ceux qui ont le courage de les extraire, et le succès de l'entreprise, en fixant au sol qui l'a vu naître le travailleur, en faisant succéder la richesse à la stérilité, aura fait faire un pas immense à notre agriculture nationale.

L'administration de l'agriculture, qui dès aujourd'hui adopte votre entreprise, vous secondera dans vos efforts en recherchant avec soins quels sont les grands travaux à exécuter, les terrains incultes à défricher, les marais à dessécher, les canaux à creuser, etc., etc.

Dans ce but, je vais faire appel à mes collègues de l'intérieur et des travaux publics, dont le concours m'est indispensable. Déjà un inspecteur de l'agriculture a été chargé par moi de la mission d'étudier, en Sologne, les questions relatives au genre de travaux dont il s'agit.

Le temps nécessaire à ces études préalables vous permettra de réunir le capital de votre commandite et les travailleurs qui doivent le mettre en œuvre. Je vous ferai seulement observer que, dans l'intérêt même du projet, il est impossible de prendre avec les ouvriers l'engagement de les diriger sur leurs départements respectifs : la garantie d'un travail avantageux doit suffire. Les circonstances seules, et les études auxquelles l'administration va se livrer, peuvent permettre de fixer les points où ils seront envoyés.

Salut et fraternité.

Le ministre de l'agriculture et du commerce,  
Signé : BETHMONT.

Vous voyez, citoyens, que l'appui énergique du Gouvernement nous est acquis. C'était la première condition de réussite.

L'autre condition, c'est la réalisation du capital ; celle-là dépend de nous, et si nous réussissons en proportion de notre bonne volonté, il n'est pas douteux que dans quelques jours, les efforts réunis de tous les arrondissements de Paris, qui attendent notre initiative pour imiter notre exemple et se joindre à nous, ne permettent au Gouvernement et à vos délégués de procéder immédiatement à l'organisation définitive de la *Commandite nationale des travailleurs*.

A l'œuvre donc, car la misère grandit toujours, et ce sont nos frères qui souffrent !  
Salut et fraternité.

Les membres du bureau,

*Président*, Ligney, secrétaire, rue Le-

noir 17 ; *vice-président*, Fugère, es-tampeur, rue Amelot, 52 ; *trésoriers*, E. Garnier, marchand de métaux, rue Basse-Saint-Pierre, 4 ; Planche, marchand de fourrages, marché Beauvau, 4 ; A. Durenne, chaudronnier, rue des Amandiers-Popincourt, 11 ; *secrétaires*, Marcaille fils aîné, fabricant de bronzes, rue Moreau, 50 ; Ch. Mercie, caissier, rue Basse-Saint-Pierre, 4 ; Maria, fabricant de moulures en cuivre, rue du faubourg-Saint-Antoine, 38.

Les commissaires ont l'honneur de prévenir leurs concitoyens des autres arrondissements du département de la Seine qu'ils se rendront à tous les appels qui leur seront faits dans le but de constituer des comités semblables au leur, afin de leur communiquer tous les documents et renseignements nécessaires au développement de cette œuvre de fraternité pratique.

Une sous-commission, siégeant à la mairie du 8<sup>e</sup> arrondissement, donnera aux commissaires des autres arrondissements de Paris les renseignements nécessaires au mode d'installation de la *Commandite nationale des travailleurs*, ainsi que le modèle des listes, tous les jours, de 4 heures à 5 heures.

Ecrire franco.

Nota. Les collecteurs sont munis de listes de souscription portant le cachet de la *Commandite nationale des travailleurs*.

Vous êtes instamment priés de leur faire bon accueil. Les listes de souscription seront publiées.

Nos concitoyens sont aussi invités à communiquer ce rapport.

Le ministre des Etats-Unis s'est rendu hier au siège du gouvernement provisoire pour lui présenter les lettres de reconnaissance de la République française par la République américaine. Il a été reçu par M. de Lamartine.

#### L'ALLIANCE DES PEUPLES.

Nous lisons dans le *Daily News* et dans le *London Telegraph*, journaux quotidiens de Londres, le programme suivant d'une société du Progrès, qui vient de se former à Paris.

Adresse de la société du Progrès, de Paris, aux sociétés libérales et progressives de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

« Nous, vos compatriotes demeurant à Paris, sincèrement dévoués à la cause du progrès politique et social de tous les peuples, nous nous sommes constitués en société pour entretenir les relations de bonne amitié et de paix entre le peuple de la France et le peuple de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et notamment entre les partis les plus avancés et les plus pacifiques des deux pays.

« Nous sommes les adversaires décidés de toute législation par et pour le petit nombre au détriment des masses. Nous voulons le suffrage universel et l'élevation sociale des travailleurs. Nous voulons la paix universelle ; en un mot, nous sommes animés des grands principes démocratiques de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

« Notre but immédiat est de neutraliser, par tous les moyens possibles, les germes de guerre qui pourraient retarder la transformation pacifique de la société en Europe, transformation déjà commencée en France d'une manière si providentielle et si inattendue.

« En voyant que certains grands journaux anglais dénaturent systématiquement les faits qui se passent en France, ainsi que les sentiments qui animent le peuple français depuis la révolution, nous craignons que le peuple anglais ne soit induit en erreur par ce dénigrement calculé, et nous croyons de notre devoir de lui fournir, autant que cela dépendra de nous, les moyens de porter un jugement calme et sain sur le mouvement révolutionnaire qui, en ce moment même, commence la réorganisation des institutions politiques et sociales de toute l'Europe.

« Notre désir, comme société locale, est de former un lien entre les hommes et les sociétés progressives et pacifiques de tous pays, et notamment entre les peuples de la France et de la Grande-Bretagne. Nous sommes déjà en rapport de bonne amitié et de concorde avec les hommes et les partis du mouvement démocratique ici, à Paris ; nous désirons de même nous mettre en rapport avec les nombreuses sociétés de progrès et de paix en Angleterre, en Ecosse et en Irlande. Nous venons en conséquence vous demander le concours de vos lumières et de votre coopération dans l'œuvre que nous proposons, c'est-à-dire le maintien d'une entente cordiale entre les peuples, quelle que soit la politique des gouvernements. Nous désirons l'union et le ralliement de tous les hommes et de tous les partis décidés à prendre part dans la lutte pacifique des peuples contre le privilège armé et le monopole oppresseur.

« Avec l'aide de la presse libérale des deux pays, et au moyen de nos rapports personnels et de correspondances soutenues, nous espérons que le but que nous nous sommes proposé sera facile à atteindre. Notre secrétaire, qui est chargé de se rendre en Angleterre avec cette adresse et de se mettre directement en rapport avec vous, se chargera en même temps de vous donner de vive voix, personnellement et dans vos assemblées publiques, toutes les explications nécessaires à l'accomplissement de nos desirs, de nos moyens, de nos relations et de nos espérances. Nous comptons

sur vous comme vous pouvez compter sur nous pour l'accomplissement de l'œuvre de paix et de fraternité qui intéresse le bonheur et le bien-être de tous les peuples.

« Salut et fraternité.

« Pour la Société du progrès,

« Signé Hugues Doherty, président, rue des Beaux-Arts, 5 ; Oswald Murray, secrétaire.

« Paris, 7 avril 1848. »

Les sous-officiers chargés de se rendre auprès des divers régiments de l'armée au citoyen rédacteur de la *Commune de Paris* :

« Citoyen rédacteur,

« Nous avons vu avec plaisir le rédacteur de la *Presse* rétracter les insinuations contenues dans son journal du 18 et relatives à notre mission. Certains journaux ont en la délicatesse de ne pas reproduire un article qui nous déshonorait ; ils nous ont bien jugés. Peut-être reste-t-il des doutes dans certains esprits. Nous devons à l'uniforme que nous portons, à nos frères du peuple et de l'armée, la vérité complète. Veuillez en admettre l'expression dans les colonnes de votre journal.

« Chacun de nous avait pour mission de voir un ou plusieurs régiments ; il devait dans chaque corps réunir les sous-officiers et leur demander leur avis sur les améliorations à introduire dans la situation des sous-officiers et sur les réformes indispensables pour le maintien de l'école de Saint-Cyr.

« Nous avons été unanimes à reconnaître :

« Que les règlements sur la discipline doivent être modifiés ;

« Que la solde des sous-officiers est insuffisante ;

« Que l'école de Saint-Cyr doit être maintenue, mais avec un nouveau mode d'admission.

« Nous demandons :

« Qu'un conseil de famille, composé de deux officiers, deux sous-officiers, un caporal ou brigadier et deux soldats, soit institué dans chaque régiment pour écouter les plaintes des hommes punis. Quand une punition est injuste, à qui devons-nous réclamer ? L'esprit d'épaulettes domine toujours dans l'armée ; quelques chefs écoutent avec impartialité les réclamations individuelles, d'autres les défendent expressément. Est-ce que ce conseil de famille ne serait pas le tribunal le plus impartial pour l'innocent, en même temps qu'il serait pour le coupable le juge le plus sévère ?

« La solde d'un sous-officier est insuffisante ; il lui reste à peine dix centimes par jour. Est-ce là une rétribution convenable ? Ne pourrions-nous pas supprimer un grade parfaitement inutile, celui de lieutenant-colonel, et répartir sur la masse des sous-officiers le traitement affecté à ce grade ?

« Trente années de service donnent droit à 250 fr. de retraite. Ne pourrait-on pas récompenser un peu plus dignement un sous-officier qui a consacré 50 ans de sa vie au service de son pays ? Pourquoi cette différence entre les retraites civiles et les retraites militaires ? Combien d'excellents soldats, de bons sous-officiers appartenant à l'armée par le cœur, seraient heureux de terminer leur carrière militaire s'ils pouvaient trouver plus tard une ressource contre la misère ?

« Nous demandons le maintien de l'école de Saint-Cyr ; mais nous voudrions qu'elle devint accessible aux soldats intelligents et studieux. Saint-Cyr est une pépinière de bons officiers. Créez dans chaque corps une école spécialement destinée à l'instruction des élèves officiers ; exigez surtout que chaque aspirant fasse son service dans un régiment pendant deux ans avant de pouvoir concourir, et supprimez du programme certaines connaissances inutiles. Un bon officier, subalterne, supérieur, ou général d'infanterie ou de cavalerie, n'a que faire du latin et des hautes mathématiques. Deux ans seulement pour avoir des épaulettes, c'est aller trop vite ; il faut dans l'armée douze années moyennes de bon service de grade de sous-officier et une conduite irréprochable pour en obtenir autant.

« Qu'on donne un peu de manne à ces bonnes cervelles qui abondent dans les rangs de l'armée, et bien des enfants du peuple, trop pauvres pour acheter une instruction indispensable, fourniraient à la République des hommes d'une trempe supérieure.

« Voilà, citoyen, ce que nous avons proposé à tous nos frères de l'armée, et tous y ont applaudi. Est-ce là une mission indigne d'un homme d'honneur, d'un soldat français ? Que ceux qui nous ont calomniés connaissent mal le sentiment qui nous anime ! L'avenir de notre jeune République est le but de tous nos efforts, l'objet de toutes nos pensées. S'ils savaient comme nous l'aimons ce soleil républicain qui est venu réchauffer notre patriotisme captif, s'ils savaient ce que nous valons, ils craindraient de toucher à l'honneur des hommes qui portent un uniforme français. Le peuple nous connaît ; il sait, lui, que nous sommes incapables de transgresser nos devoirs. Enfants de la même famille, il nous accorde cette amitié, cette fraternité que nous sommes jaloux de conserver.

« Quelques chefs de corps ont applaudi à notre mission ; d'autres ont voulu la combattre. Ceux-là ont salué avec amour une Révolution qui nous apportait la liberté ; ceux-ci ne comprendront jamais qu'ils commandent à des hommes... soldats intelligents, défenseurs patriotes de leur chère République et qui ne demandent qu'à mourir pour elle.

er sur nous  
e prix et de  
e bien-être

grès.  
ésident, rue  
ald Murray,

ndre auprès  
citoyen ré-

édacteur de  
contenues  
notre mis-  
licatesse de  
s déshono-  
tre reste-il  
devons à  
frères du  
te. Veuillez  
colonnes de

on de voir  
ans chaque  
demander  
duire dans  
es réformes  
l'école de

maître;  
ne doivent

est insuffi-  
re mainte-  
mission.

se de deux  
ral ou bri-  
ans chaque  
s hommes  
à qui de-  
les domine  
s écoutent  
dividuelles,  
Est-ce que  
tribunal le  
ême temps  
le plus sé-

usuffisante;  
jour. Est-  
pourrait-  
inutile,  
tir sur la  
affecté à ce

ent droit à  
as récom-  
us-officier  
ice de son  
es retraites  
bien d'ex-  
s apparte-  
eureux de  
pouvaient  
la misère?  
l'école de  
lle devint  
studieux.

officiers.  
cialement  
iers; exi-  
son ser-  
ans avant  
du prop-  
tites. Un  
général  
ire du la-  
ans seu-  
aller trop  
s moyen-  
officier et  
tenir au-

es bonnes  
e l'armée,  
vres pour  
ourniront  
temps su-

s proposé  
y ont ap-  
l'un hom-  
Que ceux  
le senti-  
tre jeune  
ts, l'objet  
t comme  
est venu  
s savaient  
toucher à  
uniforme  
lui, que  
er nos de-  
ous accor-  
ous som-

audi à no-  
mbatire,  
lution qui  
compre-  
ommes...  
s de leur  
ent qu'à

« Pour les sous-officiers chargés de se rendre auprès des divers régiments de l'armée, »  
« Les délégués, »  
« Gustave MERLAND, brigadier-fourrier au 11<sup>e</sup> dragons; VAULOUE, sergent-major au 24<sup>e</sup> léger; DESCHAMPS, sergent-major au 24<sup>e</sup> léger; HANIN, sergent-fourrier au 24<sup>e</sup> léger; N. TOUSSAINT, maréchal-des-logis de dragons; N. TUSSE, fourrier au 24<sup>e</sup> léger. »

Les républicains du lendemain veulent rétablir ou conserver ce qui existait la veille. Les républicains de la veille veulent maintenir ce qui a été établi le lendemain. Voilà toute la différence qu'il y a entre ces deux sortes de républicains.

Nous recevons de Rheims une lettre signée de plusieurs habitants de la commune de Champlat, canton de Châtillon-sur-Marne, qui nous signale la conduite déplorable du maire de la localité. Ce magistrat s'est en quelque sorte déclaré l'ennemi de la République. Ses administrés, qui voulaient pavoiser un arbre de la liberté, planté en 89, avec les drapeaux de la jeune République, ont éprouvé de la part du magistrat une résistance violente. Enfin un citoyen, qui lui avait durement reproché son manque de patriotisme, s'est vu traduit devant les tribunaux. Nous espérons qu'une prompte destitution viendra récompenser dignement le maire de Champlat.

Nous lisons dans le *Moniteur* du 10 avril : Par décision du 2 avril, le ministre de la marine et des colonies a nommé, sous la présidence du sous-secrétaire d'Etat de ce département, une commission composée des chefs de service de l'administration centrale et du vice-président du Conseil d'administration pour préparer le budget rectifié de 1848 et proposer les réductions ainsi que les réformes à faire.

Sur la proposition de cette commission, M. Arago vient de rendre plusieurs arrêtés relatifs à l'administration centrale. Le traitement des directeurs a été réduit de 20,000 à 12,000 fr.

Les sous-directeurs ont été supprimés. Le nombre des bureaux du secrétariat a été ramené de quatre à deux.

Ces diverses mesures, indépendantes de celles qui résulteront d'un examen plus approfondi de l'organisation actuelle, ont déjà produit une économie de plus de 86,000 fr. portant uniquement sur les bureaux. Cette première réduction va se trouver considérablement augmentée par l'application du décret du 4 avril, relatif aux retenues proportionnelles sur les traitements au-dessus de 2,000 fr.

La commission poursuit ses travaux.

Plusieurs journaux républicains viennent de paraître à Francfort : on se les dispute; mais ils sont recherchés surtout par les jeunes gens, les ouvriers et les paysans.

La diète continue ses travaux avec rapidité et veut établir une constitution démocratique. Cette résolution a causé la démission de plusieurs membres, qui ont été remplacés par des libéraux.

Les hommes les plus influents sont MM. de Colloredo, Dœnhoff, Jordan, de Leppel et Villich.

On oublie trop que le roi de Prusse n'a cédé qu'à la force; il ne faut pas compter sur ses bonnes intentions. Il est bon de constituer l'unité de l'Allemagne; mais il est à craindre que Frédéric-Guillaume se serve du peu d'influence qu'on lui laissera pour travailler à l'établissement de l'empire germanique; il résultera de sa rivalité avec l'empereur d'Autriche une rupture dont Nicolas seul profitera.

La majorité de la diète craint les républicains, et cependant ceux-ci comprennent mieux que leurs adversaires les véritables intérêts de la confédération; ils veulent l'alliance avec la France et disent que le roi de Prusse ne sera jamais qu'un valet de la Russie. Nous espérons cependant l'emporter, car les provinces allemandes du côté de la France sont toutes républicaines.

On a établi à Francfort un comité d'élections pour contrôler le comité permanent créé par l'assemblée des notables. Je vous tiendrai au courant de leurs délibérations. (La Minerve.)

#### COMMISSION CENTRALE DES DONS ET OFFRANDES A LA PATRIE.

Les sommes versées aux caisses de la commission jusqu'au 25 avril s'élèvent à 249,935 f. 77 c. Il a été versé en outre (19 avril au soir) 627 pièces en or ou en argent.

#### DONS PATRIOTIQUES DES DÉPARTEMENTS.

Bayonne.  
Monsieur le rédacteur,  
J'ai l'honneur de vous prévenir que la compagnie des sapeurs-pompiers de la garde nationale, composée d'ouvriers, dans une séance tenue ce jour, a voté par acclamation une somme de deux cents francs pour être offerte au gouvernement de la République à titre de don patriotique. Cette somme a été remise à M. le maire de la ville.

Agréez, monsieur le rédacteur, mes salutations fraternelles.

Le capitaine commandant la compagnie des sapeurs-pompiers,  
J.-B. VILLA.

— Les officiers du 27<sup>e</sup> régiment de ligne ont versé entre les mains du receveur particulier à Bayonne la somme de 1,545 fr. 87 c., produit de quatre journées de leur solde, pour être offerte en don à la République.

Ce versement a été opéré il y a quelques jours. (L'International de Bayonne).

— Tous les fonctionnaires du collège de Brest, désireux de participer aux charges publiques, viennent de faire l'abandon d'un mois de leur traitement. La somme assez importante de ce don patriotique va être versée à la caisse de M. le receveur général des finances.

Nancy.  
Monsieur le rédacteur,  
J'ai reçu depuis quelques jours des offrandes faites au Gouvernement provisoire; elles consistent :

1<sup>o</sup> En un groupe d'argenterie du poids de 1,500 grammes.

2<sup>o</sup> En un abandon mensuel du quart de traitement d'un fonctionnaire, 79 fr. 80 c. Ce fonctionnaire a voulu garder l'anonyme.

3<sup>o</sup> En un autre abandon de deux jours de solde d'un brigadier forestier.

Enfin je reçois à l'instant une lettre des élèves internes du Lycée national de Nancy qui manifestent le désir d'apprendre l'exercice dans leurs heures de récréation et qui veulent consacrer le prix de leur argenterie à l'achat de fusils.

Tout cela est trop noble, trop beau, pour passer inaperçu. Je crois vous faire plaisir en vous le communiquant.

Le commissaire du Gouvernement provisoire,  
LORENTZ.  
(L'Impartial.)

— Mardi soir, le Comité central républicain et le Comité des ouvriers républicains étaient réunis dans la salle du collège. Huit cents citoyens assistaient à cette séance, dont le but était de commencer une instruction fraternelle et républicaine. Les citoyens Rolland et Lourion ont successivement occupé la tribune, et les applaudissements qui les ont à plusieurs reprises interrompus ont montré combien les paroles de ces deux citoyens ont trouvé de sympathies dans l'assemblée.

(Journal du Cher.)

#### FAITS ÉLECTORAUX.

On a prétendu qu'à la mairie du 12<sup>e</sup> arrondissement, des électeurs ont pu prendre jusqu'à cinq cartes; voici un fait plus sérieux qui s'est passé dans le 2<sup>e</sup> arrondissement. Un citoyen, électeur depuis huit années, avait eu la précaution, malgré l'assurance qui lui avait été donnée par les employés qu'il serait porté d'office, d'exiger une nouvelle inscription qui eut lieu devant lui, puis il se fit porter sur les contrôles de la garde nationale et reçut sa lettre afin de concourir à la nomination de ses officiers. Mais lorsqu'il se présenta pour retirer sa carte, le samedi 22, quel ne fut pas son étonnement en acquiesçant la preuve que non-seulement sa carte n'était pas faite, mais que son nom n'était pas porté sur la liste électorale? Aussitôt on lui offrit de le porter sur la liste supplémentaire et de lui remettre immédiatement sa carte. Sur l'observation qu'il fit du peu de sécurité qu'il y avait à procéder ainsi, il lui fut répondu : « Ah! mon Dieu, que voulez-vous; ce travail a été si mal fait ici, que nous avons reçu ce matin l'ordre d'accorder à quiconque réclamerait. » Ainsi donc, il était possible que le même électeur se présentât dans quatorze sections et que quatorze cartes lui fussent délivrées.

Hier au club du Palais-National, un montagnard a dénoncé le fait suivant. Il fut appelé dimanche matin chez un marchand de vin rue Richelieu. Là il se trouva en présence d'un homme qui lui offrit de l'argent pour lui remettre sa carte d'électeur. Le montagnard prit le courtier à la gorge, le fouilla, trouva sur lui 1,200 francs en espèces et cinq cartes d'électeur, puis il le conduisit chez le citoyen Caussidière. Quel est cet argent? pour qui travaillait-il? Personne mieux que vous ne pouvez le savoir.

Salut et fraternité.

Un brave citoyen nommé Levreux, faisant partie du bataillon des montagnards, est venu, dans la séance du 26, à la Société centrale républicaine, rapporter un fait qui dénote les manœuvres scandaleuses auxquelles ne craignent pas de se livrer les fauteurs de la réaction.

Le citoyen Levreux, ayant appris d'un marchand de vin de la rue Richelieu qu'un *quidam* logé dans sa maison achetait des cartes d'électeur, monta chez ce personnage, accompagné de deux de ses camarades. Le citoyen Levreux avait eu soin d'enlever son écharpe afin de n'être pas reconnu de ce spéculateur de nouvelle espèce. Sur l'offre que ce dernier lui fit d'un prix de sa carte d'électeur, Levreux s'empara de cet individu à l'aide de ses camarades. Il fut fouillé. On trouva caché dans ses vêtements un grand nombre de cartes qu'il avait déjà achetées, ainsi qu'un sac de 1,500 fr. qui était à ses côtés. Le tout fut pris et conduit avec cet homme à la préfecture et remis au citoyen Caussidière.

Le citoyen Levreux a été applaudi pour son acte de civisme, et a déclaré que le particulier arrêté se nommait Bloqui.

Avis aux marchands de suffrages.

A Villemonble, arrondissement de Sceaux,

sous l'influence du maire, du maître d'école et de quelques autres délégués, on a rayé sur des listes les noms de Ledru-Rollin, Flocon, Albert, Louis Blanc, Recurt, Buchez, Horace Say, Danguy, etc.

Citoyen rédacteur,  
Tout ce qui est vote doit être sérieux et sacré pour tout électeur, et toute fraude doit être signalée.

Avant-hier, 26 avril, je m'approchai du bureau de la 16<sup>e</sup> section, 11<sup>e</sup> arrondissement, au Palais-de-Justice, où l'on procédait au dépouillement du scrutin. Le scrutateur était assis à une table élevée et séparée de plusieurs mètres des tables où étaient des citoyens marquant les votes. Surpris de cette manière d'opérer, je demandai quelle était la garantie des électeurs, si on appelait bien les noms et seulement les noms écrits sur les bulletins. Le bureau reconnut l'illégalité et m'invita à prendre place auprès du scrutateur, afin de contrôler moi-même.

J'eus bientôt l'occasion de faire une observation.

Un bulletin portait Boissel, ex-député; un second, Boissel, sans désignation; un troisième, Boissel, ouvrier.

Jedemandai à qui on avait attribué la voix portée au bulletin sans désignation. On me répondit qu'il avait été décidé que les voix seraient portées à Boissel, ancien député, attendu qu'il était le plus connu, et qu'il avait été opéré de cette manière depuis le commencement du dépouillement.

Je rédigeai une protestation que je portai aux membres du Gouvernement provisoire; mais n'ayant pu parler qu'à un employé, force me fut d'abandonner cette affaire.

Je me rendis ensuite à ma section (Sourds-Muets, 12<sup>e</sup> arrondissement); les mêmes faits et les mêmes circonstances avaient lieu. Là aussi je protestai, et ma protestation fut admise par le bureau.

N'avons-nous pas lieu de craindre que d'autres sections n'aient admis le même système en faveur d'autres candidats?

Salut fraternel.

CHARLET,  
61, rue d'Enfer.

#### A MONTMARTRE.

Des bulletins portant le nom de Garnot ont été attribués tantôt à Carnot et tantôt à Garnon. Et cependant il existait un candidat du nom de Garnot. Le chef du bataillon de Montmartre porte également ce nom. On nous assure que plus de dix votes ont été, dans une même section, attribués de cette manière aux deux autres candidats.

SOUPLET.

Des faits analogues ont eu lieu dans d'autres sections. Des bulletins portant le nom de Martin, détenu politique, n'ont pas été comptés à Martin-Bernard; Napoléon, également détenu politique, n'a pas compté à Napoléon Lebon; Agricole au nom de Perdiguer; et tous les bulletins au nom d'Arago, sans indication de prénom, ont été considérés comme désignant François Arago.

On lit dans l'*Ami du Peuple* :

« Un de nos correspondants de Charenton nous écrit pour nous attester qu'ayant voulu assister au dépouillement du scrutin, il était parvenu à retrouver son bulletin. Or, il n'avait porté que vingt noms, et son bulletin était augmenté de quatorze autres. »

Les faits allégués par l'*Ami du Peuple* sont assez graves pour que l'autorité doive prendre souci de les vérifier. C'est dans ce but que nous les reproduisons.

#### Évangile républicain.

(Suite de la publication du 27)

##### ÉPIQUE.

Vision du bonhomme Lecocq.

En ces jours-là, je m'endormis; et pendant mon sommeil, je vis en songe un nuage bleu, blanc et rouge; et il sortit de ce nuage une main qui traçait sur un marbre noir un certain nombre de chiffres dans cet ordre :

0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0

Et une voix s'écria : « Bonhomme Lecocq ! » Et je répondis : « Me voici ! » Et la voix ajouta : « Que vois-tu ? — Des zéros ! » Alors la voix me répondit :

« Eh bien, vois de tes rois l'image la plus vraie... Les voilà, ces zéros tracés avec la craie... Compte, calcule-les avec attention... Ont-ils dans ton esprit l'ombre de l'importance ? A ceci fais réflexion. »

En même temps la main plaça devant les zéros le chiffre 1, et la voix continua en ces termes :

« Le chiffre qui devance  
Leur donne de la consistance...  
Le chiffre, c'est le peuple... »

Et la main ayant effacé le chiffre 1 à la tête des zéros, le plaça derrière; et pendant ce temps, la voix me dit :

« ....Or, mets le chiffre au bout,  
Le peuple devient un, et les rois rien du tout. »

Et je dis à la voix : « Les peuples sont bien fous de se sacrifier pour des êtres qui ne valent rien. Quoi ! ne pourrions-ils jamais s'en passer ? » Et la voix me répondit :

« Une nation a déjà donné l'exemple... Regarde... » Et je me réveillai. Je me trouvais en France.

##### ÉVANGILE.

En ce temps-là un jeune enfant se promenait dans une vaste prairie, toute couverte de fleurs, dont l'odeur et l'aspect l'invitaient à les cueillir. Or, un vieillard, qui savait que cette prairie était infestée par des scorpions et d'autres reptiles aussi dangereux et voyant l'enfant courir vers les fleurs, lui cria : « Mon fils, n'approche pas... tu périrais !... » Et l'enfant s'arrêta et attendit le vieillard. Or, quand celui-ci fut auprès de lui, il lui dit : « Si tu avais continué à courir pour cueillir ces fleurs, tu aurais été la proie des serpents et des scorpions qui sont cachés sous leurs tiges. »

« Mon fils, vois ces fleurs; elles sont l'image de la société. La société est remplie d'hommes dangereux, mais qui paraissent aussi aimables qu'ils sont méchants. Ce sont ces hommes-là qui corrompent la jeunesse, qui glissent dans son cœur les poisons de leur âme, et qui font de jeunes citoyens des aristocrates naissants, qui, s'ils ne veulent plus écouter la voix de la patrie, terminent misérablement une vie qu'ils auraient pu rendre utile à leurs frères. »

#### Compte rendu des Clubs.

##### CLUB CENTRAL DE L'AGRICULTURE.

Le Club central de l'Agriculture tient ses séances publiques tous les dimanches, à deux heures, dans l'amphithéâtre de l'École de médecine. Ce club est fondé dans le but de défendre tous les intérêts agricoles. Il poursuit activement la réalisation des quatre propositions suivantes :

1<sup>o</sup> Création d'un sous-secrétaire d'Etat de l'agriculture, choisi parmi les hommes pratiques;

2<sup>o</sup> Travaux nationaux ayant pour but d'établir un système complet d'irrigation;

3<sup>o</sup> Enseignement agricole pratique par la création de fermes départementales sous la direction de l'Etat, et de fermes cantonales sous le patronage des comices : ces fermes données au concours;

4<sup>o</sup> Association fraternelle générale de secours pour abolir l'indigence, et fondation, au moyen de retenues, de caisses de retraite pour le travailleur agricole.

En d'autres termes : vie de l'agriculture, production, instruction et bien-être.

Dimanche, le club, après avoir entendu un exposé de ses travaux, s'occupera des moyens de débarrasser l'industrie des bras qui lui sont inutiles et même à charge, et de procurer à l'agriculture les bras qui lui manquent.

Gabriel MORTILLET, président du club,  
27, rue Jacob.

##### CLUB RÉVOLUTIONNAIRE.

Le club de la Révolution adresse au Gouvernement les pétitions suivantes, signées, au nom du club, par les membres du bureau, Barbès, président; Pierre Leroux, Thoré, Etienne Arago, Bianchi, Raison, Lechallier, Davioz, Lamieusens :

« Aux membres du Gouvernement provisoire. »

« Citoyens, »

« L'armée remplit dans l'Etat une fonction de dévouement par excellence; c'est elle qui, lorsque le territoire ou l'idée de la nation sont attaqués, la première à l'honneur de verser son sang pour la patrie. Nous honorons donc, citoyens, et nous aimons l'armée : les citoyens qui la composent sont nos frères les plus chers, ceux à qui nous voulons surtout donner des marques de sympathie et d'affection. »

« Mais ce n'est pas dans nos villes, citoyens, ce n'est pas dans notre héroïque Paris, cette capitale de la force et du courage populaires, que l'armée peut avoir jamais à accomplir sa mission. Paris sait se garder lui-même. »

« Partout des voix se sont élevées pour vous demander des troupes de ligne dans nos murs. Nous ne rechercherons pas quelles sont ces voix; nous ne vous dirons pas qu'elles sont vraisemblablement celles qui maudissent à huis clos le triomphe de la cause du peuple et qui comptent le retour du règne de l'inégalité. »

« Si de mauvaises passions comptent sur une nouvelle exploitation de l'esprit militaire à leur profit, elles se trompent. La France, nous en sommes sûrs, ne nourrit plus aucun soldat qui voudrait se faire le complice d'une parricide agression. »

« Mais il n'en faut pas moins réserver le principe de la non-intervention de l'armée dans les affaires civiles, principe réclamé dès le commencement de la Révolution, assuré par la victoire du peuple. »

« C'est pourquoi l'armée de nos frères ne doit pas séjourner dans le centre des villes. Sa place est à la ceinture de notre frontière glorieuse, au regard des monarchies qui se débattent contre l'esprit de libertés. »

« Nous avons donc l'honneur de vous demander que le département de la Seine ne soit plus affecté comme résidence aux régiments de notre brave armée, qui, en toute occasion solennelle, nous enverra des délégués pour fraterniser avec le peuple. »

Aux citoyens membres du Gouvernement provisoire.

« La garde nationale, formée de tous les citoyens sans distinction, est une des institutions les plus populaires de notre jeune République, parce qu'elle repose sur le principe de l'égalité civique. »

« Aussi, tous les grades, toutes les fonctions de la milice nationale sont-ils conférés par l'élection.

« Un seul grade pourtant, celui de général en chef, a jusqu'ici échappé à la loi commune, et l'on doit supposer que le Gouvernement provisoire n'a entendu nommer qu'à titre provisoire aussi le général actuel.

« Quels que soient donc les titres et les services du général en chef nommé après la victoire, nous avons l'honneur de vous proposer le décret suivant :

« 1. Le général en chef des gardes nationales de Paris et du département de la Seine sera nommé au scrutin par toutes les légions.

« 2. Cette nomination sera faite d'ici à la réunion de l'Assemblée nationale.

« Salut et fraternité. »

#### Clubs des départements.

Judi dernier, le Club des clubs de Dijon, dit le *Courrier de la Côte-d'Or*, a tenu séance à la salle de spectacle. Il y avait deux mille cinq cents citoyens pour le moins, divisés par sections ; chaque section avait son étendard : c'était un très-beau spectacle. A cette séance, on a fait l'appel de tous les candidats qui se présentent à la députation. Plusieurs ont été chaleureusement applaudis.

La séance a été levée de la manière suivante : *Vive la République !* (avec énergie).

*Vive Ledru-Rollin !* (cri unanime).

Voilà qui répond aux insultes de l'Union, à ses haineuses affirmations, lorsqu'elle ose dire que Ledru-Rollin ne sera nommé nulle part.

#### AGRICULTURE.

Nous ne pouvons qu'applaudir à la formation d'un club chargé de s'occuper exclusivement de la question agricole. Dès longtemps nous l'avions souhaité. Nous sommes heureux de voir prendre en considération l'idée, selon nous, vitale de l'époque. Toutefois une société, à Paris, ne suffit pas, fût-elle douée de la plus grande activité. Instituée en vue d'un admirable résultat, il faut qu'elle cherche tous les moyens de se corroborer et de centupler sa puissance par les affiliations des départements. Nous ne doutons pas que tous les citoyens qui comprennent la Révolution de février ne s'empressent d'aider à l'accomplissement de ce grand projet. Que des sociétés se forment donc au plus tôt sur tous les points de la France et ouvrent des relations avec le club agricole de Paris. Que les questions discutées ici le soient en même temps dans tous les départements, non-seulement dans les grandes villes, mais dans les chefs-lieux d'arrondissement et de canton, et jusque dans les plus obscurs villages ; que les séances de chaque société reçoivent la publicité de tous les organes de la presse ; que les sociétés forment des congrès et les congrès une association générale, formidable. Il faudra bien alors que les préjugés cèdent devant cette attaque de tous les esprits ; que l'ignorance disparaisse à jamais du sol de France ; que la bande des exploités et des usuriers abdique son odieux despotisme. De ce jour et alors seulement la République sera une vérité ; jusque-là nous n'aurons qu'une oligarchie.

A nous donc les penseurs et tous ceux dont le cœur palpite au nom de l'humanité ; à nous les philanthropes qui ont répudié les ambitions mesquines et déclaré une guerre acharnée à toutes les passions de l'égoïsme individuel. *La poire est mûre*, comme eût dit Saint-Simon ; hâtons-nous de la cueillir : c'est l'à-propos qui fait les grandes choses.

#### Variétés.

Mémoire présenté au citoyen Bethmont par le Club central d'agriculture.

#### IRRIGATIONS.

La révolution de février a été faite dans le but d'améliorer le sort des travailleurs. La meilleure et la plus sûre manière d'atteindre ce but est d'augmenter la production agricole. Les matières premières employées par l'industrie et surtout les aliments coûteront bien moins cher et seront abondamment à la portée de tous.

En cas de guerre, il est urgent que la France produise de quoi nourrir ses habitants. Dans l'état actuel de l'agriculture, elle ne le peut pas ; augmenter la production agricole est donc essentiel.

L'augmentation de la production agricole peut s'obtenir de deux manières : par le défrichement et par l'irrigation.

Les défrichements ont l'immense désavantage de ne pas procurer des résultats immédiats. Il faut plusieurs années pour transformer en champs productifs une terre inculte.

Beaucoup de terres en friche sont sur des pentes en partie boisées ou du moins garnies de genêts, de bruyères et de genévriers. Il faut bien se garder de vouloir les mettre en culture ; les pluies entraîneraient les terres, dénuderaient les rochers, feraient des ravins et donneraient un élément de plus aux inondations, devenues malheureusement trop fréquentes depuis que d'imprudents défrichements ont été exécutés sur des terrains inclinés.

Les plus vastes terrains en friche appartiennent aux communes ; vouloir les faire défricher par l'Etat ou même immédiatement de toute autre façon, c'est soulever des haines locales profondes, exciter des troubles nombreux et créer au Gouvernement une opposition puissante que sauront exploiter les partis.

Les irrigations, dès la première année, offrent une augmentation de produit considérable. Dans le midi, le même terrain s'affermant sec, de 80 à 90 francs l'hectare, irrigué vaut de 200 à 500 francs. Ces chiffres prouvent que la production fait plus que doubler.

Les irrigations, loin de trouver des obstacles et de l'opposition, comme les défrichements, sont désirées et demandées par tous les agriculteurs. Partout on les recevra comme un bienfait.

Les défrichements sans irrigations sont souvent impuissants et inutiles. Les irrigations, au contraire, dans tous les cas produisent de bons résultats. Elles augmentent, comme nous l'avons dit, la production des terres fertiles ; elles engagent, par l'appât du bénéfice, les propriétaires à défricher toutes les terres incultes qui peuvent être arrosées ; enfin, par le colmatage, elles peuvent métamorphoser en champs fertiles des plaines de cailloux ou des bancs de rochers. Les irrigations ont donc sur les défrichements un avantage immense.

Non-seulement il faut augmenter la production agricole, mais encore il faut, autant que faire se peut, assurer la réussite des récoltes de chaque année. La meilleure manière d'atteindre ce résultat est d'établir les irrigations sur une grande échelle ; presque toujours les récoltes manquent par l'effet d'une sécheresse.

Une considération essentielle, c'est que les défrichements ne peuvent généralement être exécutés que par les particuliers. Inutile de parler des propriétés particulières ; chacun garde la gestion de son bien. Pour ce qui est des propriétés communales, les communes, craignant une confiscation déguisée, se méfient de l'Etat, tandis qu'elles consentiraient parfaitement à affermer peu à peu à des particuliers en traitant elles-mêmes et en touchant elles-mêmes les revenus.

Pour les irrigations, il en est tout autrement si l'Etat seul peut les exécuter. Les dépenses sont trop fortes ; elles ne peuvent pas être supportées par des particuliers qui souvent n'ont pas le droit de disposer de l'eau. Si une ville comme Marseille fait construire un grand canal par spéculation, elle vendra de l'eau d'agrément, quise paye fort cher, et ne cèdera pas de l'eau pour l'arrosage. Nous le répétons, l'Etat seul peut exécuter les grands travaux d'irrigation.

Jusqu'à présent on n'a exécuté que des travaux partiels. Il n'y a en France qu'un peu plus de 100,000 hectares d'irrigués, c'est-à-dire à peine le cinquième de la surface moyenne d'un département. Ce nombre est bien peu de chose auprès de ce qu'on pourrait obtenir. Cinq millions d'hectares sont irrigables et produiront au moins, par an, des denrées pour 400 millions de plus. Ce résultat est trop important pour être négligé. Il faut que l'Etat fasse exécuter de grands travaux d'irrigation d'après des plans d'ensemble ; il faut utiliser, en faveur de l'agriculture, toutes les eaux dont on peut disposer : profiter des petits cours d'eau, établir des prises sur les rivières et les fleuves, créer des bassins artificiels comme ceux de Canom et de la Tour d'Aigues, enfin dessécher les marais et employer les sources qui les entretiennent à alimenter des canaux d'arrosage.

Pour que ces travaux s'exécutent avec ensemble, sans influences locales, il est nécessaire de nommer pour les diriger des ingénieurs spéciaux. Les services des ponts et chaussées attachés à chaque département se laissent dominer par des intérêts locaux et ne travaillent point assez dans un but d'intérêt général ; ils ne songent qu'au département qui leur est confié. En outre, la question des irrigations est une question éminemment agricole, elle doit donc dépendre du ministère de l'Agriculture. Il faut alors créer un corps d'ingénieurs civils qui sera chargé spécialement des travaux à exécuter. Tous les agriculteurs réclament cette création. Elle peut se faire immédiatement ; l'école centrale des arts et manufactures fournit un grand nombre de sujets très-instruits et très-capables.

Le sort des travailleurs demande à être amélioré de suite. La France peut avoir la guerre, il faut qu'elle se suffise dans le plus bref délai. Ces puissantes considérations doivent décider le Gouvernement à faire entreprendre immédiatement les travaux d'irrigation. Honneur au ministre qui attachera son nom à cette grande et belle œuvre ; il acquerra un titre puissant à la reconnaissance publique.

Sous le gouvernement déchu, on a beaucoup discuté, des missions ont été données, des ouvrages imprimés, des commissions nommées ; mais il n'y a pas eu de commencement de réalisation. Sous la République, il faut moins discuter et beaucoup plus agir. C'est en agissant vigoureusement que la première Révolution a exécuté tant de grandes et belles choses. Le citoyen Bethmont, ministre de l'Agriculture et du commerce, a eu une bonne idée en nommant une commission pour étudier les irrigations. Mais ce n'est point assez ; il faut agir et de suite. Rappelons-nous un proverbe banal, mais bien vrai : *« Le mieux est l'ennemi du bien. »*

Dans ce moment, des masses considérables d'ouvriers se trouvent sans travail et encombrant les villes. Elles pèsent lourdement sur le budget et ne produisent rien d'utile. Il serait très-avantageux de ramener ces hommes dans les campagnes : l'industrie a trop de bras, l'agriculture n'en a pas assez. On occuperait de suite les ouvriers aux grands travaux d'irrigation. Des chantiers peuvent être rapidement organisés sur plusieurs points. Pour ce qui concerne les ouvriers de Paris, on les occuperait sur le plateau de la Brie : en quelques jours le tracé d'une grande artère, d'un canal-mère, peut être exécuté sur ce

point. On pourrait aussi les occuper dans la Somme : un projet de canal d'irrigation pour cette plaine existe dans les cartons de la société des irrigations et au ministère des travaux publics. Les ouvriers de Lyon pourraient être occupés dans le Forez : un projet de canal est tout prêt. Les ouvriers du midi auront à exécuter le canal de Mèrindol et le barrage du Petit-Rhône pour les irrigations de la Camargue.

Pour l'exécution immédiate des travaux d'irrigation, il faudrait exproprier les terres d'urgence en garantissant complètement les droits des propriétaires. Les formalités de l'expropriation, à peu de chose près, se feraient après la prise de possession au lieu de se faire avant. Par ce moyen bien simple, les chantiers peuvent être ouverts de suite, et les ouvriers des ateliers nationaux exécuteraient enfin des travaux de la plus grande utilité.

Les finances se trouvent pour le moment dans un grand état de gêne. Il serait impossible de payer maintenant les terres expropriées. Pour remédier à cet inconvénient, les propriétaires recevraient des billets de l'Etat pour la somme qui leur est due, billets négociables et portant intérêt à cinq pour cent, garantis par première hypothèque sur la propriété du canal. Par cette combinaison, sans dépenser une somme plus forte que celle qui est journellement employée à payer des travaux inutiles, on dote le pays de grands travaux d'irrigation, on l'enrichit et on procure aux travailleurs de meilleures conditions d'existence.

Ces deux mesures sont révolutionnaires, mais justes. Si on ne les emploie pas, on ne pourra de longtemps rien exécuter d'utile. Pour arriver à la réalisation des grandes choses, il faut employer les grands moyens. La nécessité des mesures révolutionnaires est urgente. Depuis les journées de février, le Gouvernement n'a pu agir que par des mesures révolutionnaires. Il faut choisir entre l'inaction, l'impuissance et ces mesures. Le choix ne peut être douteux quand le bien du peuple et l'intérêt du pays exigent une action puissante et active.

En résumé : Pour améliorer le sort des travailleurs et assurer la complète indépendance de la France, il faut immédiatement augmenter la production agricole.

La meilleure et même la seule manière d'atteindre ce résultat est d'établir un grand système d'irrigation.

Les travaux d'irrigation peuvent tenir lieu d'ateliers nationaux et occuper les ouvriers sans travail, ce qui aurait le grand avantage d'ôter à l'industrie les bras qu'elle a de trop et de rendre à l'agriculture les bras qui lui manquent.

Pour ouvrir les ateliers nationaux immédiatement, on aurait recours à l'expropriation d'urgence, en garantissant tous les droits des propriétaires.

Vu la pénurie d'argent, les terrains expropriés seraient payés en billets de l'Etat, hypothéqués sur les travaux, négociables et portant intérêt à 5 p. 100.

Par des mesures simples et justes, en peu de temps on augmenterait d'un grand nombre de millions le revenu de la France.

Gabriel MORTILLET, président.

#### Etranger.

##### ITALIE.

L'Alba annonce qu'il y a eu près de Montebello une affaire entre les Italiens et les Autrichiens. Le feu a duré sept heures. Les Autrichiens étaient au nombre de 6,000, et les Italiens n'avaient pas plus de 5,000 hommes. Ces derniers ont perdu 60 hommes et 25 prisonniers ; les Autrichiens ont perdu 680 hommes : ils mutilaient et achevaient les blessés d'une manière horrible.

A la suite de l'affaire du pont de Goito, ils ont crevé les yeux à trois lanciers piémontais. C'étaient les seuls prisonniers qu'ils eussent faits dans ce combat.

— Les journaux de Milan et de Venise sont très-réservés : ils accueillent de compliments Charles-Albert, ils remercient avec sentiment les Piémontais ; mais on voit bien qu'ils se soucient très-peu de se mettre sous le joug d'un roi, comme le fait Plaisance. Ils avaient compté sur l'assistance de l'Italie tout entière contre les Autrichiens ; l'événement a répondu à leur attente. A l'armée sarde, aux volontaires génois se joignent en ce moment 24,000 Toscans, Romains et Napolitains ; mais la Lombardie, délivrée de l'Autriche, veut être libre de se constituer à son gré. Venise, sans avoir l'intention de rompre avec Milan, ne veut pas de son côté être engagée par le gouvernement provisoire lombard. L'Autriche foment toutes ces divisions et en profite.

#### Faits divers.

Malgré le zèle et le dévouement des citoyens appelés à dépouiller le scrutin, il n'a pas été possible d'arriver à un résultat complet dans la journée d'aujourd'hui. Il n'y a pas eu moins de 210,000 votants dans la seule ville de Paris. Les deux arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis ajoutent encore un chiffre de près de 60,000 votants à ce chiffre déjà si considérable. Or, les scrutateurs les plus exercés ne peuvent pas dépouiller plus de 40 bulletins à l'heure. Si on ajoute à cette difficulté que les communes sous-sectionnaires sont obligées de parcourir une certaine distance pour se rendre au chef-lieu de canton, on comprendra que le

dépouillement de cet immense scrutin ait exigé un travail de trois jours.

Le recensement général des votes pour le département de la Seine aura lieu à l'hôtel de ville le vendredi 28 ; cette opération commencera à huit heures du matin, et d'après l'arrêté pris par le maire de Paris conformément au décret, elle aura lieu en présence du président des sections centrales et des délégués de chaque section. 800 citoyens témoins des opérations précédentes assurent donc cette opération définitive, laquelle se fera les portes ouvertes dans la salle Saint-Jean. Un détachement de gardes nationaux des différentes légions de Paris et de la banlieue est convoqué pour veiller à l'ordre extérieur et pour entourer d'une sécurité convenable la proclamation de nos représentants du peuple, qui sera faite par le maire de Paris.

— La commission qui a été formée pour la réorganisation des bibliothèques publiques a décidé que toutes les bibliothèques auraient des séances le soir, comme celle de Sainte-Genève. Comme ces séances nécessiteront un plus grand nombre d'employés, on se servira des élèves sortis de l'école des Chartres, qui se trouvent sans emploi et auxquels cependant l'Etat paye 600 fr. par an.

Il est question aussi de la création de bibliothèques communales dans les divers arrondissements de Paris. Des bibliothèques départementales et communales seront aussi organisées.

— On dit que le comte de Neuilly attribue, en partie, sa chute à la cherté des grains de 1846 à 1847.

C'est au lecteur à juger s'il a raison.

— Nous avons dit que vingt-deux individus appartenant à la garde républicaine de l'hôtel de ville en avaient été renvoyés il y a huit ou dix jours. Voici ce qui a motivé ce renvoi, contemporain de la sortie des montagnards de la préfecture de police. Le Gouvernement savait que des hommes en armes se trouvaient chaque soir au club Blanqui ; qu'ils y faisaient la police et le service de clique, et qu'ils y discutaient parfois à coups de crosse de fusil. On préparait un arrêté contre ce système d'entendre le libre droit de délibération, quand un des commandants de l'hôtel de ville, qui se rendait sans carte et par curiosité au club Blanqui, se trouva face à face avec un poste pris dans sa troupe même. Ce fut en même temps qu'on trouva dans un souterrain de l'hôtel de ville un boyau pratiqué pour rejoindre la cave où les poudres sont déposées. Cette double découverte, correspondant avec ce qu'on savait du dehors, aurait pu donner lieu à un terrible procès. On s'est borné à chasser les individus qu'on soupçonnait de coupables menées. Puisse-t-on n'avoir pas à se repentir de tant de bonté d'âme !

#### AVIS.

Une réunion préparatoire aura lieu demain à deux heures précises à l'ancien couvent du Temple pour entendre les candidats au grade de capitaine d'état-major dans l'artillerie de la garde nationale.

#### AVIS ESSENTIEL.

Il nous revient que le service de notre journal se fait irrégulièrement ou même ne se fait pas du tout dans les départements. Les employés de Louis-Philippe, dont l'administration des postes est encore peuplée, trouvent sans doute commode d'intercepter les feuilles destinées à répandre les idées démocratiques. Qu'ils y prennent garde ! On en sait long sur leur compte, et ils doivent sentir que la République ne fermera pas les yeux sur leurs dilapidations et sur leur incurie.

Le département des Basses-Pyrénées est un de ceux où elle se fait le plus fréquemment sentir. Cependant M. Lechartier n'est plus là.

Un de nos abonnés à Belleville se plaint que notre journal ne lui parvient que tous les deux ou trois jours.

#### Bourse de Paris du 27 avril.

La hausse d'hier a fait de nouveaux progrès à la Bourse d'aujourd'hui.

Le 5 p. 100 fin du mois, ouvert à 47, s'est élevé à 48, pour retomber à 46 25, et a fini à 47 25.

Le 5 p. 100 a fait d'abord 68, est tombé à 67 75, et est resté à 68 75.

Comparativement aux derniers cours d'hier, fin du mois, le 5 p. 100 a haussé de 5 fr. et le 5 p. 100 de 4 25.

Au comptant, il y a eu hausse de 4 fr. sur le 5 p. 100, de 2 50 sur le 5 p. 100, de 20 fr. sur le chemin de fer d'Orléans, de 5 75 sur celui de Bordeaux, de 2 50 sur ceux de Strasbourg et de Versailles (rive gauche), de 5 fr. sur les Obligations de la Ville, de 5 1/4 sur le 5 p. 100 belge 1840, et de 100 fr. sur le zinc de la Vieille-Montagne.

Il y a eu baisse de 10 fr. sur la Banque de France et sur le chemin de fer de Marseille, de 7 50 sur ceux de Vierzon et de Lyon, de 2 50 sur ceux de Versailles (rive droite) et du Havre, de 15 fr. sur celui de Rouen, et de 1 25 sur ceux de Tours et du Nord.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.